

Analyse

Les manifestations en Thaïlande en cinq points - La mobilisation la plus importante depuis l'arrivée au pouvoir de Prayut Chan-ocha en 2014

samedi 21 novembre 2020, par [CABOT Cyrielle](#) (Date de rédaction antérieure : 4 novembre 2020).

Sommaire

- [1. « Mettre un coup de pied](#)
- [2. Briser le tabou de la \(...\)](#)
- [3. Entre crise sanitaire, \(...\)](#)
- [4. Le gouvernement entre \(...\)](#)
- [5. Une alliance du thé au \(...\)](#)

Depuis plusieurs mois, les jeunes Thaïlandais descendent dans les rues pour réclamer davantage de démocratie dans le pays et, fait inédit, une réforme de la monarchie. D'abord cantonnées à une jeunesse urbaine et aux campus des universités, ces manifestations n'ont cessé de prendre de l'ampleur, devenant la mobilisation la plus importante depuis l'arrivée au pouvoir de Prayut Chan-ocha en 2014.

1. « Mettre un coup de pied dans la fourmilière politique »

Le mouvement pro-démocratie souhaite « mettre un coup de pied dans la fourmilière politique », résume Sophie Boisseau du Rocher, chercheuse à l'Institut français des relations internationales (Ifri) et spécialiste de l'Asie du Sud-Est, contactée par Asialyst. Les manifestants ont trois revendications majeures : la démission du Premier ministre Prayut Chan-ocha, la modification de la Constitution adoptée en 2017, qui alloue toujours plus de pouvoirs aux militaires et la fin du harcèlement des opposants politiques.

Pour comprendre la situation, il faut se souvenir qu'en Thaïlande, vie politique, vie militaire et vie monarchique sont intrinsèquement liées. Depuis 1932, le pays a connu pas moins de 18 tentatives de putschs (dont 12 réussies) [1] et la fin de la monarchie absolue. Le dernier en date est celui de 2014 qui a placé Prayut Chan-ocha au pouvoir. Quasi systématiquement, ces coups d'État se justifient comme étant la seule voie à la résolution d'un conflit : en 2014, le putsch militaire était intervenu après des semaines de manifestations sanglantes entre chemises jaunes, les monarchistes proches de l'armée, et chemises rouges, les défenseurs de l'ancien Premier ministre Thaksin Shinawatra. Le coup d'État est l'arme politique favorite de la sempiternelle alliance entre monarchistes et militaires. Prétendant agir de sa propre initiative, l'armée thaïlandaise défend le roi et se fait le garant du maintien d'un régime monarchique. En descendant dans les rues, les étudiants espèrent donc mettre fin à ce système politique contrôlé depuis près de 90 ans par l'armée et des élites conservatrices et

monarchiques.

2. Briser le tabou de la monarchie

Cette fois-ci, et pour la première fois, certains activistes osent aller plus loin et demandent une réforme de la monarchie, un fait totalement inédit dans le pays. Le 10 août dernier, une jeune femme de 21 ans, Panasuya Sithijirawattanakul, a ainsi pris le micro sur une estrade installée dans le campus d'une université et a commencé à lister dix revendications pour réformer l'institution [2]. Parmi elles, abroger la loi réprimandant les crimes de lèse-majesté, parmi les plus sévères du monde, la séparation claire entre la fortune du roi et celle de la Couronne ou encore interdire au monarque d'interférer dans les affaires de l'État.

Comment expliquer que ce désaveu de la monarchie ait lieu maintenant ? « Le roi fait polémique depuis de nombreuses années. Il vit en Allemagne, il s'est marié plusieurs fois, a un goût prononcé pour le luxe », répond Sophie Boisseau du Rocher. « Il est en totale fracture avec son père, le roi Bhumibol, qui a régné pendant plus de 70 ans et qui était considéré comme un modèle de morale. [3] »

À son arrivée sur le trône, le roi s'est donné plus de pouvoirs comme s'il souhaitait compenser l'absence d'empathie à son égard. Il s'est notamment réservé le droit de gérer lui-même 4 agences d'État, dont deux s'occupant directement de la sécurité royale. « En cela aussi, il a été à l'encontre de son père, poursuit la chercheuse de l'Ifri. Le roi Rama IX, à la fin de son règne, souhaitait une normalisation du rôle de l'armée dans le pays. Il voulait que l'armée soit cantonnée à des missions de défense et qu'elle s'éloigne de la vie politique comme cela avait d'ailleurs été annoncé dans la constitution de 1997. »

De nombreux manifestants lui reprochent par ailleurs sa fortune considérable, estimée entre 30 et 40 milliards d'euros selon le classement de *Business Insider* [4], ce qui fait de lui le monarque le plus riche du monde, loin devant le sultan de Brunei ou les émirats des pays pétroliers. Il possède ainsi des dizaines d'avions et de propriétés immobilières et le plus gros diamant du monde. Sa fortune aura d'autant plus fait grincer des dents qu'en 2019, le roi avait fait voter une loi pour s'exempter d'impôts fonciers.

Mais c'est son comportement pendant l'épidémie de coronavirus qui aura fini de le désavouer auprès de la population. « Le roi a pris la décision de rester en Allemagne, dans un hôtel de luxe, avec ses concubines plutôt que d'être aux côtés de son peuple, explique David Camroux, spécialiste de l'Asie-du-Sud au CERI de Sciences Po. C'est à ce moment-là qu'on a commencé à voir émerger des hashtags sur les réseaux sociaux « Où est le roi ? », ou encore #ThailandRepublic ».

Pour rappel, en vertu de l'article 112 du code pénal, diffamer, insulter ou menacer le roi et sa famille est passible d'une peine allant de 3 à 15 ans de prison. Cette loi permet ainsi de punir toute critique de la monarchie, notamment sur les réseaux sociaux. En 2017, un homme avait été condamné à 35 ans de prison pour des publications et des commentaires sur Facebook concernant la famille royale.

3. Entre crise sanitaire, crise politique et rêve de changement

« Ces manifestations sont le résultat d'une accumulation de frustrations et d'une vraie interrogation sur l'avenir politique du pays », analyse Sophie Boisseau du Rocher. « Depuis le coup d'État de mai 2014, l'espace politique s'est à la fois rétréci et rigidifié. La junte a rogné sur les libertés politiques au nom de la sauvegarde et de la monarchie et les jeunes ont été les premières victimes de ces

agissements. » Et la spécialiste de questionner : « Quel espace politique reste-t-il aux jeunes pour s'exprimer ? À observer de près le système, on réalise qu'ils n'ont pas d'autre issue que de s'y conformer et que les canaux officiels leur laissent peu de liberté. »

Dans ce contexte, il n'est pas surprenant que l'élément déclencheur de cette colère de la jeunesse ait été la dissolution en février dernier du parti du « Nouvel Avenir », Anakhot Mai [5]. « Ce parti, créé en 2018 par une équipe de jeunes Thaïlandais, avait permis un appel d'air salutaire. En un an, ses leaders ont parcouru le pays pour expliquer leur programme très engagé dans la modernisation et la démocratisation des institutions, détaille Sophie Boisseau du Rocher. Et ils ont réussi l'exploit d'obtenir 81 des 500 sièges (soit 17,34 % des suffrages) aux élections législatives de 2018. » Pour de nombreux jeunes, cette victoire représentait non seulement « un espoir de changement [6] mais aussi la possibilité de faire passer des messages à des parlementaires peu soucieux de leurs demandes ». Ils espéraient alors que l'influence du parti allait grandir et aider à moderniser le système politique thaïlandais. Pourtant, le 23 février, la Cour constitutionnelle a dissous l'Anakhot Mai sous prétexte qu'il avait enfreint la loi sur le financement des partis politiques. « La fin de l'Anakoth Mai signifie tout simplement la fin d'un espoir de changement : ceux qui verrouillent le jeu politique depuis plus de quinze ans continuent à le faire sans avoir apporté au pays le moindre progrès. Les jeunes ont réagi pour casser cette dynamique qui s'auto-entretient. »

À cette déception va s'ajouter la disparition au Cambodge, en juin dernier, d'un militant thaïlandais pro-démocratie, Wanchalearm Satsaksit [7], après la diffusion d'une vidéo critique à l'égard du gouvernement. En réaction, le 18 juillet, ils étaient plusieurs milliers rassemblés à Bangkok autour du monument de la Démocratie pour protester contre la disparition d'opposants politiques.

Puis, la crise économique sans précédent liée à la pandémie du coronavirus [8] aura fini d'attiser la colère des manifestants.

4. Le gouvernement entre manière forte et manière douce

Au début de l'été, les manifestations restaient circonscrites aux milieux étudiants urbains, issus de familles des classes moyennes supérieures. Mais depuis début octobre, le mouvement prend de l'ampleur. Certains activistes de la première heure, des chemises rouges (défenseurs de l'ancien Premier ministre Thaksin Shinawatra, chassé du pouvoir en 2014) et des habitants des campagnes environnantes rejoignent peu à peu les cortèges. En juin, lors des premiers rassemblements, les étudiants étaient seulement quelques dizaines réunis dans les campus des universités. Fin octobre, ils étaient des milliers à descendre dans plusieurs lieux stratégiques de la capitale. « Le gouvernement s'inquiète. Il voit que le mouvement ne faiblit pas : au contraire, les étudiants parviennent de plus en plus à fédérer autour de leurs idées », souligne Sophie Boisseau du Rocher.

La première réaction du gouvernement a été la répression. Le 15 octobre, il décrète l'état d'urgence renforcé : les rassemblements de plus de quatre personnes sont interdits et « tout message qui pourrait porter atteinte à la sécurité du pays » publié sur les réseaux sociaux est passible de poursuite. Pour justifier ce haussement de ton, il évoque un incident survenu la veille, lorsque des manifestants ont arrêté une voiture qui transportait la reine Suthida et qui circulait sur le chemin du cortège.

Selon l'ONG Thai Lawyers for Human Rights, 80 activistes sont arrêtés dont deux visages de la contestation : Anon Nampa, alias Penguin [9], un avocat de 34 ans et Panusaya Sithijirawattanakul, alias Rung [10], une étudiante de 21 ans. Deux autres font quant à eux face à une accusation inédite dans l'histoire du royaume : ils sont suspectés « d'acte de violence contre la reine ou sa liberté », un crime passible de la prison à vie.

Loin de juguler le mouvement, cette répression n'a fait qu'attiser la colère de la foule. Pendant une semaine, ils ont été des milliers à braver l'interdiction de se rassembler et à descendre dans les rues de la capitale, sans craindre les barrages de police. Passant à la vitesse supérieure, ils ont même posé un ultimatum au gouvernement en demandant la démission du Premier ministre dans les trois jours.

Le 22 octobre, Prayut Chan-ocha change de stratégie. Il décide d'annuler l'état d'urgence et entre dans une phase de temporisation avec les manifestants : les leaders du mouvement sont progressivement libérés, et les autorités lancent plusieurs appels au calme et au dialogue. C'est ainsi qu'Anucha Burapachaisri, porte-parole du gouvernement, déclare que celui-ci a « entendu les préoccupations des manifestants » et souhaitait « une désescalade des tensions », plaidant pour une solution via « un processus parlementaire ». Mais le Premier ministre, lui, refuse catégoriquement de démissionner [11].

« La manière forte que le gouvernement de Prayut pourrait adopter est plutôt maladroite, analyse Sophie Boisseau du Rocher. Personne n'adhère vraiment à la menace du chaos annoncé par le gouvernement : la raison pour laquelle les jeunes ont réussi à rallier au-delà des cercles universitaires est qu'ils sont restés calmes, n'ont pas provoqué et sont restés audibles. Leurs revendications sont les mêmes depuis l'origine du mouvement. Lorsque le gouvernement utilise la répression, il s'auto-discrédite. Il montre qu'il est un fruit mûr prêt à tomber. » C'est pourquoi la spécialiste tend à penser que le gouvernement privilégiera le dialogue et acceptera plusieurs des revendications des manifestations, notamment une réforme de la Constitution de 2017.

La manière forte fait craindre « un scénario à la Thammasat » [12], juge de son côté David Camroux, faisant un parallèle entre la situation actuelle et la crise qui avait bouleversé le pays dans les années 1970 et s'était conclue par un bain de sang. Le 6 octobre 1976, la police, des milices d'extrême-droite ultra-royalistes et des militaires avaient pénétré de force dans l'université de Thammasat à Bangkok et accusé de lèse-majesté des étudiants qui manifestaient contre le gouvernement militaire. Plusieurs dizaines d'entre eux furent abattus. Le bilan officiel, encore aujourd'hui controversé, fait état de 46 morts. « Le gouvernement fera son possible pour éviter cela, estime David Camroux. Mais comme à Hong Kong, il est possible que la situation se gèle et dure encore un long moment. »

Quoi qu'il en soit, pour les deux spécialistes, le roi jouera un rôle majeur dans le dénouement de ces tensions, d'autant plus qu'il est actuellement à Bangkok pour commémorer l'anniversaire de la mort de son père. « Il va y avoir des discussions en interne. Est-ce que les militaires soutiendront Prayut Chan-ocha ? Réclameront-ils des négociations ? », interroge Sophie Boisseau du Rocher. Nous entrons dans une nouvelle phase de tensions, plus compliquée, avec des tensions qui peuvent déclencher plusieurs effets contradictoires. »

« Avant de devenir roi, Vajiralongkorn a été général d'armée : il connaît donc très bien les différents courants qui s'expriment au sein des Forces armées royales de Thaïlande dont il est constitutionnellement le chef. D'autre part, en octobre 2019, à l'aide d'un décret d'urgence, il a fait transférer les première et onzième divisions d'infanterie sous son contrôle direct. Ainsi, il a quelques cartes en main pour intervenir s'il l'estimait nécessaire et pour débloquer le face-à-face entre le gouvernement Prayut et les étudiants, rappelle par ailleurs la spécialiste. Mais les étudiants ne veulent pas être pris en tenaille entre des choix qu'ils estiment aussi mauvais l'un que l'autre : les compromis de Prayut ou les agissements du roi, car ils subodorent que leurs intentions relèvent plus de leurs intérêts propres que de l'intérêt national ».

Et le roi semble avoir fait le choix du compromis. Ce dimanche 1^{er} novembre, des milliers de royalistes se sont massés devant le Grand Palais de Bangkok pour saluer Rama X. Dans des déclarations sans précédent, le roi a assuré que « la Thaïlande est la terre du compromis » en

réponse à la question d'un journaliste de la chaîne britannique Channel 4 sur les manifestants réclamant une réforme. « Nous les aimons tous de la même façon », a-t-il déclaré. Les images de cette manifestation sont sans précédent. Normalement, chaque apparition du roi et chaque prise de parole est soumise à un protocole très strict. Ce dimanche, le roi cheminait librement dans la foule, recevant des fleurs, signant des autographes, échangeant avec les manifestants. Un signe supplémentaire des changements profonds qui sont en train d'intervenir en Thaïlande.

Tonight, I did the first-ever interview with King Maha Vajiralongkorn of #Thailand, since he ascended to the throne. With his kingdom embroiled in protest and calls for his powers to be reined in, he told me "Thailand is the Land of Compromise." @Channel4News @CNN @cnni pic.twitter.com/z0AhjmYo06

— Jonathan Miller (@millerC4) November 1, 2020

5. Une alliance du thé au lait avec Hong Kong et Taïwan

Difficile de ne pas faire un parallèle entre les manifestations actuelles en Thaïlande et celles qui ont lieu à Hong Kong depuis un an. Sur les réseaux sociaux, de nombreuses publications comparent même les cortèges des deux pays. Les ressemblances sont frappantes : des foules de manifestants vêtus de noir, des parapluies pour se protéger, des signes silencieux pour communiquer.

#Thailand #HongKong

Young and restless : Protest parallels in Thailand and Hong Kong <https://t.co/WRGT1dU1hC#AFP> pic.twitter.com/15dR5iladK

— AFP Photo (@AFPphoto) October 22, 2020

Les manifestants thaïlandais semblent avoir repris le mot d'ordre de leurs homologues hongkongais : « *Be water* » (« Sois comme de l'eau »). Une devise qui décrit les stratégies mises en place pour échapper aux autorités : s'organiser via des messageries cryptées, multiplier les lieux de rassemblements ou se disperser rapidement et de façon fluide. Lorsque la police thaïlandaise a aspergé les foules à l'aide de canons à eau, les manifestants ont ré-utilisé la tactique hongkongaise de la « tortue romaine », avec des parapluies en guise de bouclier.

« Les modes de communication et de médiatisation des manifestations deviennent ainsi rapidement

incontrôlables pour le gouvernement, explique Sophie Boisseau du Rocher. Les manifestants ont toujours une longueur d'avance sur le gouvernement. »

Cependant, ce lien entre Hong Kong et Bangkok ne se cantonne pas à des échanges tactiques. Depuis plusieurs mois, une solidarité s'organise entre les deux mouvements. Avec le concours de la jeunesse de Taïwan, une organisation au nom surprenant s'est créée : « *The Milk Tea Alliance* » [13], l'Alliance du thé au lait. Une boisson consommée dans les trois pays, avec quelques différences. On boit son thé au lait avec des perles de tapioca à Taïwan, chaud à Hong Kong et froid et sucré en Thaïlande.

A l'image d'une consommation qui varie d'un pays à l'autre, leurs revendications ne sont pas tout à fait identiques. Alors que les manifestants thaïlandais militent pour davantage de démocratie, à Hong Kong et à Taïwan, on se bat contre la puissance chinoise. Tous expliquent cependant partager les mêmes valeurs, les mêmes combats pour la liberté d'expression et la démocratie, et une même défiance envers la Chine.

Dans les cortèges à Bangkok, les manifestants entonnent ainsi régulièrement « Rendez l'indépendance à Hong Kong », l'hymne autoproclamé de leurs voisins. Dans le même temps, Joshua Wong, figure phare de la contestation hongkongaise, tweete régulièrement sa solidarité avec les Thaïlandais.

[Protest outside Royal Thai Consulate-General in HK]

1/ 4yrs ago @nathanlawkc went to the Consulate to protest while I was detained by Thai immigration at Bangkok airport for 12 hrs. Tdy I returned to the same place in support of my frds in Thailand who are struggling right now. pic.twitter.com/eNUUhLDdZN

— Joshua Wong 黃之鋒 (@joshuawongcf) October 19, 2020

À terme, les membres de cette alliance si particulière espère s'étendre à l'ensemble de l'Asie du Sud et du Sud-Est et créer ainsi un mouvement asiatique de la jeunesse, rassemblé derrière ce combat pour la démocratie. « Nous sommes tous liés par les mêmes rêves pour nos pays. Cela nous rend plus fort et nous donne l'énergie de combattre », insiste l'activiste thaïlandais Netiwit Chotiphathaisal.

Cyrielle Cabot

P.-S.

• Asialist. 04/11/2020 :

<https://asialyst.com/fr/2020/11/03/thailande-manifestations-democratie-monarchie/>

- Jeune journaliste diplômée de l'école du CELSA (Paris-Sorbonne), Cyrielle Cabot est passionnée par l'Asie du Sud-Est, en particulier la Thaïlande, la Birmanie et les questions de société. Elle est passée par l'Agence-France Presse à Bangkok, Libération et Le Monde.
- Soutenez-nous !
- Asialyst est conçu par une équipe composée à 100 % de bénévoles et grâce à un réseau de contributeurs en Asie ou ailleurs, journalistes, experts, universitaires, consultants ou anciens diplomates... Notre seul but : partager la connaissance de l'Asie au plus large public. **Faire un don** : <https://www.helloasso.com/associations/les-amis-d-asialyst/formulaires/1/widget>

Notes

- [1] Disponible sur ESSF (article 55002), [1932-2014 : les Coups d'État en Thaïlande en 10 points](#).
- [2] Disponible sur ESSF (article 55728), [Is Thailand ready for this ? The 10 demands to reform the monarchy institution](#).
- [3] Disponible sur ESSF (article 54998), [Succession dynastique en Thaïlande : Rama X et l'avenir de la monarchie](#).
- [4] <https://www.businessinsider.fr/on-vous-presente-les-10-familles-royales-les-plus-riches-dans-le-monde-aujourd'hui-84274>
- [5] https://www.lemonde.fr/international/article/2020/02/22/en-thailande-le-parti-du-nouvel-avenir-n-a-plus-de-futur_6030466_3210.html
- [6] https://www.lemonde.fr/international/article/2019/03/23/en-thailande-le-parti-du-nouvel-avenir-compte-sur-les-jeunes-pour-en-finir-avec-l-armee_5440202_3210.html
- [7] <https://www.bbc.com/news/world-asia-53212932>
- [8] Disponible sur ESSF (article 54997), [Covid-19 : la pauvreté s'installe en Thaïlande](#).
- [9] <https://www.scmp.com/news/asia/southeast-asia/article/3097710/meet-anon-nampa-thai-lawyer-who-one-driving-forces-behind>
- [10] https://www.challenges.fr/monde/rung-l-etudiante-qui-a-brise-le-tabou-de-la-monarchie-en-thaïlande_732692
- [11] <https://apnews.com/article/bangkok-thailand-asia-pacific-prayuth-chan-ocha-e8309ea9547ba8bc39c8622a4dcfdaae>
- [12] <https://prachatai.com/english/node/6610>
- [13] <https://time.com/5904114/milk-tea-alliance/>